

ARRETE PORTANT POLICE DE CIRCULATION  
ENTRE LE 360 ET LE 833 RUE DE LA LYS –  
SAILLY-SUR-LA-LYS

LE MAIRE DE SAILLY-SUR-LA-LYS,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement interdépartemental de la voirie ;

VU la demande formulée le 16 juillet 2025 par la société SA DUVAL – TSA 70011 – Chez Sogelink – 69134 DARDILLY CEDEX ;

Considérant qu'en raison de travaux de pose d'un réseau d'eau potable – il y a lieu de réglementer la circulation en vue d'assurer le bon ordre et la sécurité publique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : A compter de **lundi 25 août 2025** jusqu'au **mercredi 03 décembre 2025** inclus (soit **100 jours**) : **sur la portion se situant entre le 360 et le 833 de la rue de la Lys**, la circulation sera alternée avec feux tricolores dans les deux sens de circulation, le dépassement sera interdit pour cause de pose d'un réseau d'eau potable.

**ARTICLE 2** : Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier et sur 3 mètres de part et d'autre de celui-ci : Défense de stationner sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**ARTICLE 3** : La signalisation temporaire prise en charge par la société SA DUVAL sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par arrêté interministériel du 6 novembre 1992. Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés ou occultés, et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles). Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier ainsi que sur le site de la commune – Documents – Documents administratifs – Arrêtés Municipaux.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 7** : M. le Directeur Général des Services, l'officier commandant l'unité territoriale de Gendarmerie de Laventie, la société SA DUVAL sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAILLY-sur-la-Lys, le 17 juillet 2025

AR2025\_130



Le Maire  
Jean-Claude THOREZ